

## AMMAR DAOUDI, DG DE LA CAISSE DE GARANTIE DES CRÉDITS D'INVESTISSEMENT/PME, AU SOIR D'ALGÉRIE :

# «Nous pouvons garantir les projets à hauteur de 240 milliards de dinars»

*Le directeur général de la Caisse de garantie des crédits d'investissement/PME (CGCI), Ammar Daoudi, nous fait part dans cet entretien de la mission dévolue à l'organisme qu'il dirige et du rôle qu'il jouera au regard des nouvelles dispositions économiques décidées par le gouvernement Sellaï en direction de la création d'entreprises. Il estime que les banques doivent jouer le jeu et intégrer de façon systématique la garantie financière dans l'opération de l'octroi de crédits d'investissement pour aller vers une plus forte croissance économique.*

**Le Soir d'Algérie : Quelle est la mission de la Caisse que vous dirigez et quel est son apport sur la place financière ?**

**Ammar Daoudi :** La Caisse de garantie des crédits d'investissement/PME est une institution financière créée en 2004 par décret présidentiel pour assurer la couverture des risques de non-remboursement des crédits d'investissement qui sont accordés par l'Etat à l'occasion du financement des projets d'investissement, de création ou de développement des PME qui sont en phase de renouvellement de matériel, d'extension ou de modernisation de leur outil de production.

La mise en place d'une telle structure a permis l'amélioration du climat d'investissements des PME dans la mesure où elle a constitué une réponse à la problématique des garanties. Il ne faut pas jeter à chaque fois la pierre aux banques. Le crédit a ses limites et une banque ne peut pas faire du crédit sans limites. Elle peut à un moment donné exiger des garanties supplémentaires, mais avec ces garanties, il peut se produire des situations où apparaissent des barrières qui l'empêchent d'aller plus loin à cause des ratios prudentiels. Les pouvoirs publics ont compris les préoccupations des banques et à partir de là, on a pensé à un organisme de garantie comme cela est d'usage chez nos voisins et de l'autre côté de la Méditerranée. La caisse a été créée avec les fonds de l'Etat en faisant participer à la constitution du capital, le Trésor public et le reste est réparti entre les six banques publiques à hauteur de 40%. Il y a également la possibilité d'ouverture du capital aux banques étrangères.

**Vous dites que les banques étrangères ont la possibilité de souscrire au capital de la Caisse. Avez-vous eu des demandes dans ce sens ?**

Non, pas encore. Mais nous avons signé des conventions avec certaines banques telles que BNP Paribas, Fransabank et Société Générale. La garantie est donnée sous les conditions contenues dans les parages. Nous avons mis également sur le marché un nouveau produit qui est le leasing (crédit-bail). Nous avons signé également avec deux sociétés de leasing créées récemment par les banques publiques dans le cadre d'un partenariat, à savoir Sofinance et la Société nationale de leasing (filiale de la BDL et la BNA), et nous sommes sur le point de signer avec El Djazair Idjar qui est une filiale du CPA et de la BADR.

**Quels sont les projets concernés par la garantie ?**

La garantie de la Caisse couvre tous les crédits d'investissement des PME qui acti-



Ammar Daoudi, directeur général de la Caisse de garantie des crédits d'investissement.

vent dans le secteur productif, de biens et de services à l'exception des activités commerciales comme la revente en l'état.

A titre d'exemple, la Caisse, grâce à l'article 36 de la loi complémentaire 2011, a été habilitée à gérer pour le compte de l'Etat des fonds de garantie dédiés au financement et au soutien de certains secteurs d'activité.

Cette année nous avons commencé à gérer, selon un cahier des charges, le fonds de garantie agricole d'un montant de 20 milliards de dinars, libérable par tranche annuelle de 5 milliards, qui couvre tous les crédits d'investissement accordés par la BADR aux exploitations agricoles.

**Un dispositif d'allégement des procédures bancaires pour l'obtention de crédits d'investissement, notamment pour les PME, vient d'être mis en place. La Caisse sera-t-elle par conséquent appelée à jouer un rôle plus soutenu ?**

La garantie financière est là pour permettre aux banques de sécuriser le risque car elle couvre jusqu'à 80% du risque bancaire, et c'est un taux de couverture très intéressant pour un banquier quand il s'agit de création d'une nouvelle PME dont on veut assurer le financement des équipements et également quand il s'agit de PME qui activent déjà et qui ont besoin de crédits. Nous avons réussi par le biais de la loi de finances à faire attribuer la garantie financière à celle de l'Etat.

Ce qui revient à dire que la banque a l'aptitude d'élargir ses capacités d'engagement et d'accorder plus de crédits. Une espèce de déplaçonnement quand la banque atteint une certaine limite de ses ratios de division de risques. Ainsi, la banque, à concurrence du montant du crédit neutralisé, permet à d'autres entreprises de bénéficier de financements. Par conséquent, l'effet d'éviction est comprimé au maximum, et c'est cela l'avantage pour les banques d'avoir une garantie de cette importance. L'objectif des pouvoirs publics est d'accorder davantage de crédits et de soutenir plus de projets de PME surtout. Les banques ont de ce fait une quatrième béquille qui leur permet de s'engager dans le financement de projets qui présentent une certaine pertinence économique.

On voit à travers le monde que la PME est le creuset de l'activité économique, elle permet la création d'emploi et de richesse. D'une manière générale, la PME algérienne reste toujours caractérisée par sa difficulté à avoir accès au crédit bancaire. En effet, l'accès au financement étant étroitement corrélé à l'étendue des sûretés

réelles classiques, la garantie financière CGTI devrait être largement utilisée par les banques algériennes et en particulier les banques actionnaires.

Elle permet précisément à l'établissement de crédits, de renforcer qualitativement le niveau des sûretés habituellement exigées en accompagnement des crédits d'investissement accordés aux PME. Elle est une garantie réelle et sûre dans la mesure où elle est désormais assimilée à la garantie de l'Etat et permet ainsi à la banque en cas de sinistre de récupérer, à la première demande, la créance impayée à concurrence de la quote-part garantie. Sur un autre plan, elle assure une bonne sécurisation du banquier, ce qui va le prédisposer à financer davantage de PME.

En outre, elle influe positivement sur le résultat net de la banque par la diminution des crédits octroyés. Elle permet également à la banque de traiter plus rapidement les dossiers d'insolvabilité en mettant en jeu la garantie financière, juste après la phase de précontentieux.

Enfin, la garantie financière de la CGTI dont le dispositif a subi des réajustements importants offre aux banques algériennes un net avantage en termes de coût, le taux de prime est fixé à seulement 0,50% de l'encours du crédit garanti, le taux de couverture du risque est arrêté à 80% pour les PME en création et de 60% pour les PME en développement.

Quant à l'indemnisation, elle intervient dans un délai de 30 jours après la déclaration du sinistre par l'établissement de crédit. Autant d'avantages qui sont de nature à favoriser une plus forte croissance qui dépend bien entendu de la rapidité avec laquelle les banques publiques intégreront la garantie financière dans leur pratique de financement de l'investissement.

**Combien de projets avez-vous indemnisé ?**

Entre 2010 et 2011, nous avons eu à traiter une quinzaine de sinistres mais il n'y en a pas eu en 2012. Il faut savoir que nous travaillons par génération. Les crédits sont récents, c'est pour cette raison que le sinistre est pratiquement nul après ces cinq années d'activités. Il y a eu des alertes, certains dossiers ont été repris car la procédure du dispositif permet à la banque de renégocier les dossiers qui ont du répondant et qui peuvent rebondir donc, nul besoin de l'envoyer à la caisse.

Il y a des délais qui sont accordés et qui peuvent aller jusqu'à 24 mois pour ne pas tuer le projet. Sur un autre plan, les dossiers qui nous sont présentés sont généra-

Entretien réalisé  
par Fatma Haouari

lement de bons dossiers. En outre, nous avons traité 1 500 dossiers et nous avons garanti 1 000 projets d'investissement depuis le début de notre activité jusqu'à 2012 pour un montant de 24 milliards de dinars. Les 500 projets qui ont été écartés, l'ont été parce qu'ils ne répondent pas aux critères d'éligibilité que les banques nous ont présentés. Je vous ai cité le cas des entreprises commerciales.

Nous n'encourageons pas ce genre d'activité. Il y a également le problème de la taille de l'entreprise. La PME est définie par la loi de décembre 2001 qui donne les critères de la PME qui sont de 1 à 250 employés, le total bilan ne doit pas dépasser les 500 millions de dinars et le chiffre d'affaires ne doit pas dépasser les 2 milliards de dinars.

**Est-ce que les projets Ansej, Cnac et Angem sont pris en charge par la CGCI ?**

Merci de poser cette question car ces projets ne sont pas concernés pour la simple raison que les dispositifs et les avantages ne sont pas cumulables. Maintenant, quand les entreprises (TPE) créées dans le cadre de ces dispositifs grandissent et ne relèvent plus de ces structures, elles sont alors admises à la garantie de la Caisse. Nous avons eu quelques cas d'entreprises qui ont très bien réussi et se sont développées de façon fulgurante.

**Quelle est la capacité financière de la CGCI ?**

Pour ce qui est de la capacité financière de la Caisse, je dirais que nous pouvons couvrir jusqu'à 12 fois nos fonds propres comme nous l'autorisent les statuts. Nous pouvons garantir les investissements à hauteur de 240 milliards de dinars. Mais je dois vous dire que dans d'autres pays comme chez nos voisins maghrébins ou même en Europe, les caisses comme la nôtre gèrent les fonds de garantie dédiés par les pouvoirs publics au soutien et au financement des entreprises et la garantie est obligatoire. Nous devons en faire de même chez nous.

Les banques devront intégrer la garantie dans leur procédure d'octroi de crédits, d'autant plus que nous avons simplifié les souscriptions à la Caisse. Au départ, on exigeait une vingtaine de pièces mais on s'est dit qu'il est impossible de gérer toute cette paperasse et nous nous sommes limités à quatre documents.

Uniquement les fondamentaux. Nous nous sommes intéressés aux statistiques et au financement global des PME et nous avons constaté que le taux de pénétration de la CGCI reste encore faible par rapport au volume des crédits d'investissement qui sont accordés aux PME par les banques. En 2010, il était à 2,65% en 2011 et en 2012, il est passé à plus de 4%. L'objectif pour nous à moyen terme est de porter le taux au moins de 10 à 15% du volume des crédits d'investissement. La Caisse est récente et son produit commence petit à petit à intéresser les banques. Nous n'avons pas la prétention de garantir tous les crédits car la Caisse n'a pas tous les moyens financiers pour pouvoir faire face à tous les investissements.

F. H.